

APPEL DE L'U.N.E.F.

LA rentrée d'Octobre voit monter le désarroi et maintenant la révolte de la jeunesse devant la poursuite interminable de la guerre en Algérie.

La jeunesse ne comprend pas que les possibilités de négociations et de paix, qui avaient suscité un espoir unanime, aient été gaspillées et que la négociation soit abandonnée.

La jeunesse refuse qu'une guerre anachronique ruine l'avenir de la France et compromette sa place dans le monde. Il faut que toutes les nations sachent que la jeunesse française et les forces démocratiques de ce pays s'y opposent désormais de toute leur volonté.

A plusieurs reprises, les mouvements de jeunesse, les organisations syndicales ont exprimé en commun que la seule solution au drame algérien était la paix par la négociation. En juin dernier, les organisations syndicales prenaient l'engagement de s'opposer par les moyens dont elles disposent, y compris la grève générale, à tout coup de force ou coup d'Etat qui tendraient à faire échouer les chances de la paix en Algérie et à détruire davantage encore les libertés démocratiques essentielles.

Aujourd'hui, les pourparlers de paix ne sont même plus envisagés et les décisions gouvernementales contre les libertés publiques sont quotidiennes. Tout le monde peut constater que la guerre d'Algérie détruit la démocratie.

Pour que la jeunesse puisse demeurer sans honte dans la communauté nationale, tous ceux qui ont opté pour la paix par la négociation doivent exprimer ensemble leur volonté de mettre fin au conflit.

L'UNION Nationale des Etudiants de France organise, pour la fin du mois d'octobre, une manifestation nationale. Elle demande aux mouvements de jeunesse, aux syndicats, à toutes les organisations démocratiques, de se joindre à son appel pour rassembler en un même geste tous les hommes de paix.

UN AVERTISSEMENT SÉRIEUX

La manifestation dite « silencieuse et digne » organisée lundi soir à l'Etoile et aux Champs-Élysées contre le « Manifeste des 121 », est un avertissement sérieux. On y a retrouvé en effet les caractéristiques amplifiées des manifestations qui avaient précédé le 13 mai :

— 1° L'utilisation d'une partie des « Anciens Combattants » et de la cérémonie à l'Arc de Triomphe pour servir de couverture à la manifestation fasciste.

— 2° L'entrée en jeu des groupes d'extrême-droite et particulièrement de « Jeune Nation », qui a donné à la manifestation le caractère d'une répétition générale pour les groupes de choc ultras.

— 3° La complaisance de la Radio d'Etat qui a parlé de manifestation patriotique.

— 4° La présence de chefs militaires qui sont ainsi désignés comme les porte-drapeaux du mouvement factieux. Mais, cette fois, Juin engagé aux côtés de Zeller, Monclar, etc., sans compter les maréchaux Leclerc et De Lattre.

— 5° La complicité ouverte de la police, comme avant le 13 mai : un mince cordon d'agents sur les Champs-Élysées a laissé les deux à trois mille

manifestants arriver jusqu'au coin du Palais de l'Élysée pour permettre sans doute à De Gaulle d'entendre crier « Algérie française » ; le préfet de police Papon n'est intervenu qu'à ce moment. De même on a laissé les manifestants saccager les vitrines de l'immeuble de l'Express et les agents ne se sont ensuite approchés que pour inviter poliment les vandales à se disperser.

Ce nouveau signe de l'impuissance du pouvoir est significatif de la détérioration qui se produit depuis la conférence de presse du 5 septembre. Les chefs militaires et les groupes fascistes feront tout pour en tirer partie.

Devant cette menace, rien ne serait pire que l'attentisme qui caractérisa la gauche, les syndicats et les organisations démocratiques à la veille du 13 mai. C'est avant le coup de force et non après qu'il faut réagir. Les manifestations de rues organisées par les forces qui luttent pour la paix en Algérie peuvent être infiniment plus puissantes que les démonstrations des groupes de choc ultras.

L'appel lancé par l'U.N.E.F. pour une grande manifestation nationale à la fin d'octobre doit permettre de le montrer.

J. V.

APPEL A L'OPINION

LA guerre d'Algérie qui, depuis six ans, ronge le pays n'est ni une opération de police, ni comme il est dit depuis peu une suite de « tirailades et d'embuscades ». L'échec des négociations de Melun et les difficultés accrues de les renouer ne sont pas, comme on veut le faire croire, principalement imputables à l'intransigeance du F.L.N.

La politique d'investissements et de promotion musulmane n'apaise pas le conflit et ne peut l'apaiser — serait-elle effective — tant que se poursuivent ratissages, tortures, déportations, que rien, pas même les attentats, ne peut justifier, et tant que continue d'être refusé l'exercice du droit reconnu, à l'autodétermination réelle.

Un nombre croissant de Français pressentent la vérité.

La vérité, c'est qu'il n'y a d'autre dénouement qu'une paix négociée ;

- c'est que les formules avancées par le Pouvoir — paix des braves, autodétermination, Algérie algérienne, entité algérienne — ont une logique, appellent une conclusion que tout le monde voit ;

- c'est qu'il n'y a plus d' « Algérie française » possible et qu'aucune politique ne saurait renverser le cours de l'évolution présente ;

- c'est enfin que le chantage exercé par les milieux ultras et par une partie de l'Armée interdit de faire la paix.

CETTE vérité s'impose, hors de toute doctrine, politique ou morale, avant tout débat sur le nationalisme algérien, sur la nature du F.L.N. et sur celle du régime installé en France.

Le Pouvoir s'emploie à la dissimuler, il falsifie les faits et pourchasse jusqu'à leur évocation. Certains journaux sont saisis pour révéler les opinions gênantes, lors même qu'ils ne les partagent pas ; des sujets d'article sont interdits à l'avance.

La fraction la plus avertie de l'opinion s'accommode de cet état de choses ; c'est que son opposition à la guerre, si vive soit-elle, n'est qu'un fait de pensée.

La masse des Français subissent tous-les effets de la guerre sur le plan moral, social, économique ; mais comme ils n'ont pas la guerre chez eux, la vérité qu'ils sentent ne devient pas volonté politique.

Les jeunes, eux, sont jetés dans la guerre ; et dans la guerre, la vérité les attend. Avec la vérité, le désarroi, l'endurcissement ou même la dégradation, la crise de conscience ou même la révolte. Sans qu'ils portent en aucune manière la responsabilité des faits, ils sont tous exposés à des choix lourds de conséquences : certains reviennent marqués par le racisme ; d'autres, l'expérience faite, essaient d'oublier ; d'autres connaissent le dégoût ; d'autres endurent la répression sur place et dans l'obscurité pour avoir refusé de participer à des actions qu'ils reprouvent ; d'autres préfèrent l'emprisonnement au service de guerre ; d'autres choisissent l'insoumission.

LES signataires de cette déclaration affirment que, dans la situation donnée, la crise de conscience et l'esprit de révolte des jeunes sont inévitables. Ils sont persuadés qu'ils ne feront que s'aggraver tant que le motif n'en sera pas supprimé : la guerre elle-même. Et c'est en vain que les tribunaux invoqueront la légitimité d'Etat quand le Pouvoir lui-même ruine l'exercice des droits démocratiques, quand le mépris des lois est éclatant chez une partie des officiers.

La logique de la situation, c'est la paix ; la logique du Pouvoir, dès lors qu'il s'en détourne après l'avoir fait espérer, c'est la répression. Déjà celle-ci s'aggrave, comme l'attestent de nouvelles atteintes aux libertés, prenant prétexte d'un récent manifeste ; bientôt, elle risque de se généraliser. Mais qu'exprime-t-elle d'autre que l'échec d'une politique ? Que peut-elle faire d'autre que tenter de retarder la solution nécessaire ?

Ou bien celle-ci s'imposera dans les convulsions, dans les pires conditions, tant en France qu'en Algérie. Ou bien elle sera obtenue par une négociation sans exclusive ni préalable.

L'équivoque et le malaise où nous fait vivre une politique double se dévoilent : l'affaire des jeunes devient l'affaire de tous, l'affaire de la Nation.

Tous, nous sommes mis en demeure d'opter entre les conceptions des ultras ou des officiers activistes et une volonté de paix sans équivoque et sans ruse.

Nous invitons tous ceux qui ont choisi comme nous à signer cet appel.

Ils ont signé...

MILITANTS SYNDICALISTES

Georges Lauré (secrétaire général de la F E N) ; Denis Forestier

(secrétaire général du S.N.I.) ; Pierre Dhombres (secrétaire général du S.N.E.S.) ; Bernard Boulet (Secrétaire général du S.N.E.T.).

Georges Aulong, Henri Bande, Jeanne Berger, André Bougreau, Clément Durand, Jacques Fournier, Emile Hombourger, Philippe Néaumet,

Robert Consul, Pierre Desvalois, Jeanne Lardon, James Haraage (Bureau fédéral et secrétariat du S.N.I.).

Pierre Gandez (président de l'U.N.E.F.).

Léon Rouzaud, Armand Capocci, Roger Michaud.

UNIVERSITE ET LETTRES

Colette Audry ; Joseph Barsalou, Journaliste ; Roland Barthes ; F. Bruat, maître de conférences à la Faculté des Sciences de Nancy ; Georges Canguilhem, professeur à la Sorbonne ; Jean Cassou, conservateur du Musée national d'Art moderne ; P.-H. Chombart-Delauwe, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes Etudes ; Eric de Dampierre, chargé de recherches ; J. Dixmier, professeur à la Faculté des Sciences de Paris ; J.-M. Domenach ; Jean Duvignaud ; Jean Effel ; Robert Escarpit, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux ; René Etiemble, professeur à la Sorbonne ; Henri Faure, agrégé de l'Université ; Paul Fraisse, professeur à la Sorbonne ; Maurice de

Gandillae, professeur à la Sorbonne ; Jean Guhenno ; Georges Gurvitch, professeur à la Sorbonne ; André Hauriou, professeur à la Faculté de Paris ; V. Jankelevitch, professeur à la Sorbonne ; Emile Jolibois, inspecteur général honoraire de l'instruction publique ; Ernest Labrousse, professeur à la Sorbonne ; Georges Lavau, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble ; Claude Lefort, attaché de recherches au C.N.R.S. ; Jacques Le Goff, directeur à l'Ecole pratique des Hautes Etudes ; Daniel Meyer, président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Maurice Merleau-Ponty, professeur au collège de France ; Edgar Morin, chargé de recherches au C.N.R.S. ; Maxime Nemo ; Jacques Prévert ; Paul Ricoeur, professeur à la Sorbonne ; Jean Rouch ; P. Samuel, professeur à

l'Université de Clermont ; Jean-Pierre Serre, professeur au collège de France ; Henry Torres, avocat.

SIGNATURES NOUVELLES

Jean Deveze, secrétaire général du Syndicat national de l'Enseignement supérieur ; René Labat, professeur au Collège de France ; Louis Astre, secrétaire-adjoint du Syndicat national de l'Enseignement technique ; Louis de Villefosse ; Jeanine Bouissonnouse, écrivain ; David Lambert, avocat ; Pierre Rouanet, journaliste ; Jean Cornec, avocat ; Henri Aiguepersi, ancien secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs ; Antoine Laval, syndicaliste.